

La « Guerre Contre-Insurrectionnelle » menée par l'armée française



Algérie 1957, pendant « la bataille d'Alger »

Colonel Marcel Bigeard, Général Jacques Massu, Colonel Roger Trinquier, Capitaine Paul-Alain Léger : quatre des principaux protagonistes de la doctrine française de la Contre-Insurrection.

Avertissement :

L'idée à l'origine de cette brochure est de donner un modeste aperçu historique de la guerre Contre-Insurrectionnelle et une tentative de réflexion sur les nouvelles « pensées » de l'ennemi de classe dans ce domaine.

Les faits historiques cités dans ce texte sont destinés à illustrer le propos. Ils sont donc parcellaires. De nombreux ouvrages bien documentés existent sur ces différentes périodes qui ne sont abordées que superficiellement dans la brochure.

Contact : physalie@riseup.net

La « Guerre Contre-Insurrectionnelle »

Bien que les insurrections et les contre-insurrections remontent à loin dans l'histoire, c'est lors des guerres coloniales d'Indochine et d'Algérie, que quelques officiers français font émerger une théorie de la Contre-Insurrection de leurs expériences et de leurs réflexions.

Ces mêmes officiers, reconnus pour leurs compétences, vont ensuite en enseigner les principes et les pratiques en Argentine, au Brésil et aux États-Unis. Ces derniers vont ainsi la répandre dans toute l'Amérique du Sud et du Centre, au Vietnam et jusqu'à très récemment en Irak.

La Doctrine de la « Guerre Contre-Insurrectionnelle »

L'origine

Son origine remonte au maintien de l'ordre colonial par l'armée française, la Doctrine de la guerre Contre-Insurrectionnelle¹ apparaît lors de la guerre menée par l'armée française en Indochine (1946-1954). En effet, le Viêt Minh² combat depuis 1942 contre l'envahisseur japonais et libère le Tonkin, puis proclame l'indépendance du Vietnam en septembre 1945. Le bombardement par la marine française de la ville portuaire d'Haïphong en novembre 1946 fait 6000 morts vietnamiens, principalement des civils. Puis la bataille d'Hanoï en décembre 1946 marque le début de la guerre d'Indochine. La ville est reprise par l'armée française, le Viêt Minh se replie dans les campagnes pour reprendre la guérilla.

Les officiers de l'armée française découvrent alors une guerre « asymétrique³ », sans front. Le Viêt Minh, qui mène une guérilla comportant de faibles moyens militaires face aux forces armées françaises, reste cependant un ennemi insaisissable et ne peut être défait par les moyens classiques appris à l'École militaire. Les officiers lisent alors les théories de Mao Zedong⁴ sur la guérilla paysanne, apprennent

de leurs expériences et le Commandant Lacheroy⁵ commence à penser la doctrine de la guerre Contre-Insurrectionnelle. Puis au cours de la guerre en Algérie (1954-1962), appelée faussement par la propagande « les événements d'Algérie », l'efficient Lieutenant-Colonel David Galula⁶ théorise la doctrine de la guerre Contre-Insurrectionnelle, ses concepts seront appliqués par l'armée française dans toutes ses dimensions dans la lutte contre le Front de Libération Nationale⁷ et le peuple algérien.

Les principes de la guerre Contre-Insurrectionnelle

La guerre Contre-Insurrectionnelle est une guerre politique contrairement à la guerre conventionnelle « qui est la continuation de la politique par d'autres moyens » dans laquelle la puissance des armes et ses emplois sont essentiels.

L'idée principale de la guerre Contre-Insurrectionnelle est de gagner le soutien de la population, soutien qu'il faut arracher à la « rébellion » par une cause « loyaliste » capable de la rallier. La maîtrise de l'information et de l'opinion est primordiale.

Les promoteurs de la guerre Contre-Insurrectionnelle distinguent une phase froide et une phase chaude.

La phase froide pour laquelle l'« insurgé » avance ses pions de façon non violente. Le « loyaliste », fidèle au gouvernement en place, doit agir selon quatre modes : directement sur les dirigeants, sur les conditions propices à l'insurrection pour tenter de lui couper l'herbe sous le pied, en infiltrant l'insurrection, en créant ou en appuyant un gouvernement et une administration favorables au contrôle de la population.

La phase chaude dans laquelle l'« insurgé » recherche toujours le soutien et la protection de la population. Le « loyaliste » veut, lui aussi, gagner la sympathie ou la neutralité de la population. À ce stade, le « loyaliste » doit inventer et diffuser une contre-cause capable d'attirer la population; et il passe ensuite à l'offensive pour tenter de garder l'initiative et mettre la pression sur la rébellion et la population tout en concentrant ses efforts et ses moyens sur une région afin d'y rétablir l'ordre avant de passer à une autre région.

La guerre d'Algérie ou la mise en pratique de la guerre Contre-Insurrectionnelle

La recherche du renseignement à tout prix

La torture est courante dans les commissariats en Algérie envers les « indigènes⁸ » avant la guerre. Elle est systématisée et pratiquée dans des centres de l'armée par des officiers formés à la pratique de la torture. Et nombreux.ses sont les torturé.es qui disparaissent. Les autorités civiles françaises acquiescent puis encouragent la torture tout en minorant notoirement les faits en métropole et à l'international. Il faut obtenir coûte que coûte des résultats dans la lutte contre l'insurrection. La torture est connue et dénoncée pendant la guerre par des intellectuels -Gisèle Halimi, Vidal Naquet, Jean-Paul Sartre, ...-, des officiers -le Général de la Bollardièrè-, la presse humaniste et de gauche.

Les anciens tortionnaires ou leurs supérieurs confessent longtemps après la guerre l'efficacité toute relative de la torture qui donnent des renseignements partiels et souvent erronés. La personne torturée qui n'est pas « rebelle » dénonce une autre qui n'est pas « rebelle » non plus...

La disparition des personnes torturées permettent d'une part, de cacher les exactions des militaires, et de les exempter de leur responsabilité judiciaire, et aussi de diffuser la peur au sein de la population pour la soumettre à l'incertitude concernant le sort des personnes arrêtées.

Les cadavres disparaissent dans des fosses, ou sont dévorés par des hyènes ou d'autres animaux, voire jetés à la mer par avion ou hélicoptère.

La recherche de renseignements par l'infiltration de collabos ou d'anciens « rebelles » retournés sur des promesses est une méthode efficace et courante de lutte contre l'insurrection.

Des villages stratégiques sont créés pour vider la population des campagnes et l'éloigner de l'insurrection. Pour ce faire, la population des zones faiblement peuplées est déportée, puis regroupée dans ces

« villages stratégiques » entourés de fils barbelés et contrôlés par des milices locales ou par l'armée. En conséquence, la nourriture qui circule sur les routes est facilement contrôlée et le ravitaillement de l'insurrection devient compliqué.

Le quadrillage et l'îlotage : afin de contrôler tout.es les habitant.es, la ville est découpée en secteurs de plus en plus petits jusqu'au niveau de l'immeuble. L'armée nomme un maire qui désigne une hiérarchie descendante « de chefs et d'adjoints sûrs ». Le « chef de famille » est responsable de sa parentelle. Un registre des noms de chaque personne du foyer est institué. Les chefs d'îlots ou de quartiers sont des personnes riches -commerçantes pour certaines- avec une famille nombreuse, qui ne peuvent abandonner facilement leur statut et sur lesquels on peut exercer des pressions. L'armée contrôle de façon permanente ou non les points de passage d'un quartier à l'autre. C'est la mise en place d'un état policier, que le film « la bataille d'Alger » illustre dans les détails.

De petits commandos patrouillent jour et nuit en ville et en campagne, ils contrôlent les routes, pénètrent dans les habitations, terrorisent la population et exécutent sommairement les « suspects ».

Des opérations nocturnes d'envergure sont montées contre la guérilla plutôt active la nuit pour ne pas lui donner de répit.

La création de faux maquis permet d'attribuer les exactions à l'insurrection pour la décrédibiliser auprès de la population.

La désinformation est diffusée dans des journaux qui imitent ceux des insurgés, la confusion est ainsi jetée dans la population.

Politique et Droits - Pouvoirs spéciaux - Unité de commandement

L'armée réclame les pleins pouvoirs au gouvernement dirigé par les « socialistes » pour écraser la rébellion en terrorisant la population. La loi du 12 mars 1956 sur « les pouvoirs spéciaux » est approuvée par le parlement. Elle remporte 455 voix parmi lesquelles celles de 145 députés communistes, seules 76 voix s'expriment contre alors que le Parti Communiste s'était positionné officiellement contre le colonialisme.

Les pouvoirs spéciaux permettent l'unité de commandement par le transfert des pouvoirs de police à l'armée, la suspension des libertés individuelles, et la généralisation du recours à la justice militaire.

La loi permet aussi le rappel des réservistes du contingent, ainsi les effectifs de l'armée passent de 200 000 hommes en janvier 1956 à 400 000 hommes en janvier 1957.

La propagande

Pour l'opinion nationale et internationale, les gouvernements français euphémisent la guerre et la font passer pour un simple maintien de l'ordre.

Pour amadouer la population « indigène » et tenter de renforcer son attachement à la France, l'arme psychologique est utilisée. Les Sections Administratives Spéciales incarnent le visage humain de la « pacification ». Des militaires et des civils composent les SAS qui ont un rôle exclusivement social. Les SAS s'occupent du ravitaillement des régions isolées, de l'alphabétisation et dispensent des soins médicaux grâce à des équipes itinérantes.

L'expérience de la guerre Contre-Insurrectionnelle en Algérie s'exporte.

Des militaires européens et aussi argentins, chiliens, états-uniens suivent les conférences données par les officiers français dans les écoles militaires françaises. En Algérie, des officiers étrangers sont intégrés aux « stages » destinés à tous les officiers et les sous-officiers français pour leur enseigner la théorie et toutes les pratiques de la Contre-Insurrection. Ainsi l'expertise française se diffuse dans le monde.

Dès 1957 et jusque dans les années 1970, des officiers « spécialistes » français transmettent leur expérience dans les écoles argentines et états-uniennes.

Par exemple, le Général Paul Aussaresses⁹, praticien de la lutte anti-subversive, instruit les militaires argentins et brésiliens et d'autres armées d'Amérique latine. Il enseigne « les techniques de la bataille d'Alger », c'est-à-dire « les arrestations massives, le renseignement, la

torture » au centre d'entraînement des forces spéciales brésiliennes de Manaus et intervient aussi à Fort Bragg auprès Bérêts Verts et des membres de la CIA.

Pour sa part, le Lieutenant-Colonel David Galula, théoricien de la Contre-Insurrection, diffuse ses idées aux États-Unis où il écrit deux livres en anglais sur ses expériences en Indochine et en Algérie. Il est toujours reconnu par les militaires américains comme le penseur le plus important du 20^{ème} siècle sur le sujet la Contre-Insurrection.

Le stade « industriel » états-unien

Les États-Unis diffusent les méthodes de la Contre-Insurrection dans toute l'Amérique par l'envoi d'instructeurs, par l'accueil de « stagiaires » d'Amérique latine et par la création de centres d'entraînement. Au Chili, la CIA apporte tout son savoir faire au renversement du gouvernement socialiste par l'armée et soutient le coup d'état (1973) et la dictature sanglante de Pinochet.

Pendant la guerre américaine du Vietnam (1955-1975), la CIA et l'armée vont appliquer tous les principes de la Contre-Insurrection avec l'aide du gouvernement Sud Viêtnamien, de son armée et de sa police.

La terreur s'exerce sur tout le Sud Viêt Nam pour intimider la population. Chaque personne est fichée et photographiée. Les paysans sont déplacés et regroupés dans des « hameaux stratégiques ». Pour éviter le retour de ces paysans dans leurs villages et aussi compliquer les déplacements des combattants Viêt Cong¹⁰, des avions répandent un défoliant sur les forêts (l'agent orange). Les techniques de l'îlotage sont activées dans les villes. Des prisons secrètes sont créées dans lesquelles le recours à la torture des « suspects » est systématique. Les suspects sont souvent exécutés ou quelquefois retournés. Les cadres Viêt-Cong sont systématiquement tués, souvent leur famille est décimée.

Les autorités américaines et sud-vietnamiennes diffusent une propagande massive par la télévision, par la radio, et par des centaines de millions de tracts largués par avion ou distribués à la main. Cette propagande est destinée aux combattants Viêt Cong pour provoquer des défections et aussi à la population pour montrer les bienfaits de la paix.

Un programme social est institué, au moins sur la papier, qui prévoit la création d'écoles, de dispensaires, de marchés, l'eau courante et l'électricité...

Concrètement, la population est regroupée dans des camps ou dans des bidonvilles.

La mise en pratique de la guerre Contre-Insurrectionnelle appelée aussi Doctrine de la Guerre Révolutionnaire -DGR-, est une idéologie d'extrême droite, qui a échoué malgré une répression terrible sur les populations et les tentatives de manipulation des opinions publiques. Les armées occidentales et russes ont perdu les guerres coloniales et post-coloniales. Celles d'Amérique du Sud ont subi les mêmes échecs. Ces armées et les gouvernements associés ont perdu la bataille de l'opinion nationale et internationale, opinion qui s'est retournée devant toutes les horreurs de la torture systématique et des disparitions.

« Aujourd'hui, tout le monde proteste contre Videla, Pinochet, mais une chose est sûre : nous avons vaincu la subversion. Nous avons gagné la bataille militaire, mais perdu la bataille politique, comme les Français en Algérie ! ... » déclare en 2003 Reynaldo Bigonne, ancien dictateur argentin, qui confirme l'échec de la guerre contre-insurrectionnelle¹¹.

La guerre civile préventive

L'idée de la guerre préventive est qu'il convient d'attaquer les organisations considérées subversives avant que celles-ci n'aient recours à la violence. Ainsi une police forte et un service de renseignement puissant sont le cœur de la Doctrine de Sécurité Nationale des US. Les États Unis ont une approche multidimensionnelle qui associe civils (universités) et militaires pour mettre au point une doctrine contre la « subversion ». La DNS reprend les principes exprimés par David Galula qui défend l'utilisation de méthodes psychologiques, politiques et policières plutôt que des méthodes militaires brutes.

En effet une police faible n'a pas d'efficacité pour combattre « l'insurrection » comme l'a illustré l'Argentine. L'armée a pris tous les pouvoirs après le coup d'état de 1976 et a créé des « escadrons de la

morts » de tueurs associant militaires et policiers pour éliminer de façon ciblée les opposants. Le Général Ibérico Saint-Jean déclare en mai 1977 « D’abord, nous tuons tous les subversifs, ensuite leurs collaborateurs et sympathisants, puis les indifférents, et finalement, tous les indécis¹² ».

La guerre préventive est déjà active en Occident.

C’est la phase froide décrite par les militaires. La bourgeoisie des pays « démocratiques » sait que les conditions économiques et de survie d’une grande partie de la population se dégradent. La paupérisation est en marche. Aussi les gouvernements s’organisent pour mater les révoltes ou les révolutions à venir. Les gouvernements font voter des lois liberticides, créent des états d’urgence permanents, imposent la surveillance généralisée à l’aide de « vidéo-protection », de l’espionnage de l’internet et de la téléphonie. Ils renforcent les services de renseignements contre toutes les contestations, se dotent de polices militarisées, d’armées professionnelles.

Les médias sont aux ordres de grands groupes capitalistes qui achètent la presse écrite, les radios et les télévisions. Ils contrôlent ainsi l’information et diffusent leur propagande favorable aux intérêts des possesseurs de capitaux. Le maintien de leur pouvoir de domination sur la société est ainsi assuré. De cette façon, leur idéologie gangrène tout, y compris, la qualification erronée qu’ils font des actes de sabotage. Pour la destruction d’une vitrine ou le démontage d’une installation polluante, les contestataires sont systématiquement accusés par les médias de « violence ». Or pour la loi, le sabotage ou la destruction matérielle n’est rien d’autre qu’une atteinte aux biens, la violence, quant à elle, s’exerce contre les personnes.

Les méthodes de répression héritées de la guerre d’Algérie servent, depuis les années 60, de matrice à la répression dans les quartiers « sensibles ». Des vexations et des violences policières quotidiennes sont exercées contre les minorités racisées, notamment, les jeunes hommes. Les révoltes des banlieues sont féroce­ment réprimées. Les BAC, les BRAV-M sont aux avant-postes de la violence policière qui provoquent l’humiliation et la colère partout où elles passent. Les forces spéciales RAID et GIGN sont utilisées contre des grévistes de la poste

à Bègles en mai 2005 et depuis, régulièrement, lors des révoltes dans les quartiers populaires ou les prisons.

Cette violence s'applique maintenant sur toutes les formes de contestation : Gilets Jaunes, manifestations loi travail, manifestations loi retraite ou mouvements écologistes. Les gouvernements nient les violences policières comme naguère ils niaient la torture en Algérie.

La militarisation de la police est continuelle. Sous le prétexte de lutte anti-terroriste ou de trafic de drogues, la police est dotée d'armes intermédiaires non létales. Les LBD et les grenades de « dé-encerclement », c'est à dire des grenades offensives en fait, provoquent des blessures graves et des morts. Des fusils d'assaut, qui ne sont rien d'autres que des armes de guerre, équipent maintenant la police. Les super robocops de la CRS 8 roulent en véhicules 4*4 blindés et la gendarmerie est dotée progressivement de nouveaux Véhicules Blindés Polyvalents « Centaure ». Ainsi l'équipement des robocops et des militaires se rapprochent.

Les lois liberticides s'empilent, et les états d'urgence deviennent permanents, ils permettent de lutter contre le « terrorisme réel ou construit » ou encore l'« éco-terrorisme » phantasmé.

La surveillance de masse s'amplifie à l'aide des caméras de vidéo surveillance de plus en plus nombreuses dont certaines permettent la captation du son. Les hélicoptères et les drones sont équipés de caméras à haute résolution et volent au dessus des manifestations. Des logiciels de reconnaissance faciale peuvent exploiter les vidéos en direct. Les téléphones portables sont une mine d'or pour la surveillance.

Les services de renseignements possèdent des logiciels « espions » qui peuvent infiltrer les téléphones et les ordinateurs, sans parade technique pour les personnes surveillées. Ils peuvent sonoriser un lieu ou un véhicule, fixer un traceur sous une voiture. Toutefois, la police utilise encore les vieilles méthodes de filature.

Les accusations de terrorisme dans quelques affaires bien médiatisées sont bâties le plus souvent sur des conjectures policières plus que sur des preuves tangibles.

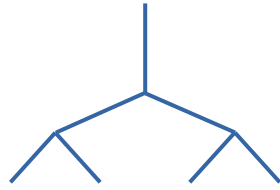
Ainsi la bourgeoisie bâtit une techno-police et un arsenal judiciaire qui, elle l'espère, pourraient tuer les révoltes dans l'œuf. L'ennemi de classe ne reculera pas sans résistance populaire et chacun.e et chaque collectif peut dès maintenant adapter ses comportements face à la surveillance. Cette brochure a pour but de décortiquer la Contre-Insurrection et n'a pas l'ambition de donner des conseils pour se préparer et se protéger de cette guerre préventive. La Quadrature du net, les conseils juridiques, le Guide d'Auto-Défense numérique, et des groupes ou des associations font déjà ce travail. *Dans l'article sur l'« affaire Lafarge », les méthodes et les moyens d'enquête sont bien décrites et des enseignements judicieux sont tirés sur les moyens de protection¹⁴.*

Notes

1 La Guerre Contre-Insurrectionnelle est une théorie et une pratique d'extrême-droite, appelée aussi Doctrine de la Guerre Révolutionnaire. Le terme « révolutionnaire » s'entend ici comme une révision de la doctrine militaire traditionnelle.

2 Le Viêt Minh est une organisation politique et paramilitaire vietnamienne, créé en 1941 par le Parti communiste vietnamien. Le Viêt Minh est un front commun composé de différents nationalistes qui combat le colonialisme mais dirigé en fait par les

communistes. L'organisation militaire et verticale du Viêt Minh est basée sur des cellules de trois militant.es, où seul.e le/la responsable connaît son/sa chef.fe, lui/elle-même appartenant à un groupe de trois combattant.es.



Chaque nœud représente une cellule de trois militant.es

3 Le terme « asymétrique » qualifie en particulier un conflit opposant une armée constituée et une force non conventionnelle : groupe terroriste, guérilla, mafia.

4 Mao Zedong, un des fondateurs du Parti communiste chinois 1921, est le théoricien politique et le stratège militaire de la guérilla paysanne contre la droite nationaliste chinoise et l'envahisseur japonais. Il écrit et enseigne « La stratégie de la guerre révolutionnaire en Chine », publié en 1936 et traduite en français en 1950.

5 Charles Lacheroy (1906 -2005) est officier de l'armée française et théoricien de la Doctrine de la Guerre Révolutionnaire appelé aussi Doctrine de la guerre Contre-Insurrectionnelle.

6 David Galula (1919-1967) est un officier et un penseur militaire français, théoricien de la guerre Contre-Insurrectionnelle. Il montre que l'enjeu premier est de conquérir le soutien de la population plutôt que d'éliminer les forces insurgées. Il défend ainsi l'usage de méthodes psychologiques, politiques et policières plutôt que des méthodes militaires classiques.

Les travaux de Galula ont fortement influencé les militaires américains qui considèrent l'officier comme le principal stratège français du XXe siècle.

7 Le Front de Libération Nationale (FLN), est un parti politique algérien fondé en 1954 pour obtenir de la France l'indépendance de l'Algérie. Le FLN et sa branche armée, l'Armée de Libération Nationale (ALN), commencent alors une lutte contre l'empire colonial français.

8 Le statut juridique des « indigènes » d'Algérie est le statut auquel étaient soumis les autochtones algériens durant la colonisation française. Le régime de l'indigénat soustrait les populations musulmanes d'Algérie de la loi de la République française.

9 Paul Aussaresses est un officier de renseignement de l'armée de terre. Aussaresses affirme que le gouvernement socialiste de Guy Mollet* a insisté pour que l'armée française en Algérie « liquide le FLN aussi vite que possible ». La question courait en France pour savoir si la torture était, ou non, utilisée en Algérie. Quelques années plus tard, des photos parurent dans la presse montrant que c'était le cas. Depuis ce jour, les historiens se posent la question de savoir si le gouvernement a soutenu cette pratique.

Aussaresses soutient que c'est le cas, y compris les exécutions sommaires de milliers de personnes, des heures de tortures de prisonniers, et des répressions violentes de manifestations.

* Guy Mollet est alors le Président du Conseil des ministres, de janvier 1956 au 13 Juin 1957, jour où il cède le pouvoir à De Gaulle. Guy Mollet est aussi le secrétaire général de la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO) de 1946 à 1969. La SFIO est l'organisation qui précède le Parti Socialiste.

10 Le terme Viêt Cong désigne péjorativement les forces armées communistes du Front National de Libération du Sud Viêt Nam, aidé par le Nord Viêt Nam, l'URSS et la Chine communiste, qui se battaient contre la République du Sud Viêt Nam et les Etats Unis pendant la guerre au Sud Viêt Nam.

11 Marie-Monique Robin « Escadron de la mort », page 318

12 Marie-Monique Robin « Escadron de la mort », page 320

13 Mathieu Rigouste « La domination policière », page 181

14 Affaire Lafarge : <https://attaque.noblogs.org/post/2023/09/25/affaire-lafarge-les-moyens-denquete-utilises-et-quelques-attentions-a-en-tirer/>

Sources documentaires

Marie-Monique Robin « Escadron de la mort, l'école française » Ed. La Découverte 2004, 2008

Jérémy Rubenstein « Terreur et séduction » Ed. La Découverte 2022

Mathieu Rigouste « La domination policière » Édition augmentée Ed. La Fabrique 2012, 2021

Raphaëlle Branche « La torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie (1954 - 1962) » Ed. Gallimard 2001

Cahier de la Recherche Doctrinale, Armée de Terre : « From Galula to Petraeus – The French legacy in the US Counterinsurgency doctrine »
<https://smallwarsjournal.com/documents/galulatopetraeus.pdf>

Publications d'officiers français

Charles Lacheroy Articles dans Le Monde des 3 et 4 Août 1954

Roger Trinquier « La Guerre moderne » Ed. de la Table ronde 1961, traduit en anglais
« Modern Warfare : A French View of Counterinsurgency », Praeger 2006

David Galula « Pacification in Algeria », RAND Corporation 1963

David Galula « Counterinsurgency Warfare. Theory and Practice » Greenwood Press
1964 / New Edition Hailer Publishing 2005

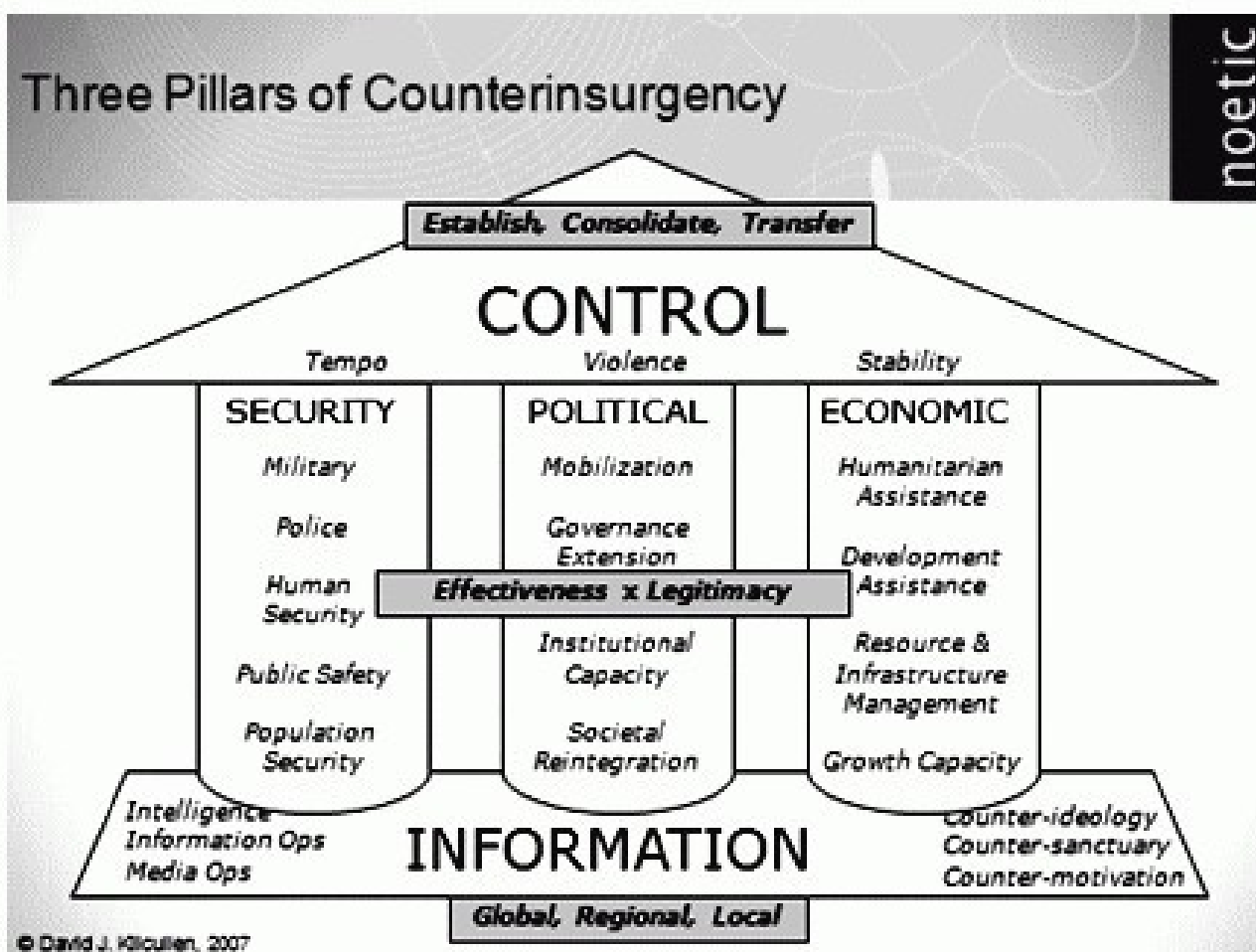
Films

Gillo Pontecorvo « La bataille d'Alger » 1966

René Vautier « Avoir 20 ans dans les Aurès » 1972

Mark Robson « Les Centurions » (Lost Command) 1960, adaptation du roman de Jean
Lartéguy « Les centurions » Ed. Presses de la Cité 1960

Annexes



La bourgeoisie mène la guerre de classe et la guerre tout court lorsque ses intérêts sont en jeu. Elle se prépare aux périls qui menacent sa domination par la mise en place d'un capitalisme autoritaire teinté de vert. En effet elle prend les devants pour mater les révoltes en instituant des lois liberticides, des états d'urgence permanents, de la surveillance généralisée, à l'aide d'une police militarisée, d'une armée et de groupes fascistes que si besoin elle financera. Elle prépare la guerre contre-insurrectionnelle que des officiers français ont théorisée lors des guerres coloniales d'Indochine et de l'Algérie, puis enseignée en Amérique du Nord et du Sud et que les Etats-Unis ont pratiquée pendant les guerres du Viêt Nam et d'Irak. Cette brochure se veut être une approche de la guerre Contre-Insurrectionnelle passée et de la guerre préventive présente.